

Libérez les vaccins !

 alternatives-economiques.fr/liberez-vaccins/00099042



« Le gouvernement croit fermement dans les protections apportées par le droit de propriété intellectuelle mais, pour mettre fin à cette pandémie, soutient la suspension temporaire de ces protections pour les vaccins de Covid-19. »

C'est peu dire que depuis qu'elle a été prononcée le 5 mai dernier par Katherine Tai, la ministre du Commerce international de Joe Biden, cette petite phrase a fait l'effet d'une bombe ! Les laboratoires pharmaceutiques ont bien évidemment hurlé au scandale. Plus étonnant, nombre de dirigeants européens, d'Angela Merkel à Emmanuel Macron, leur ont emboîté le pas dans les jours qui ont suivi lors de la réunion informelle des chefs d'Etat des 7 et 8 mai.

Charles Michel, le président du Conseil européen, a résumé le point de vue de l'Europe : *« Nous ne croyons pas que suspendre les droits de propriété intellectuelle soit une baguette magique, mais nous sommes prêts à négocier sur le sujet dès qu'une proposition concrète sera mise sur la table. »* On a fait plus enthousiaste comme déclaration...

D'accord sur le problème

Personne ne conteste que l'organisation actuelle de la vaccination mondiale pose un véritable problème d'équité. Les gouvernements de la planète ont d'ores et déjà acheté 8,9 milliards de doses, mais les pays pauvres (les plus pauvres et les pays intermédiaires à bas revenus) vont recevoir 28 % du total quand ils représentent la moitié de la

population mondiale. Et encore, ces données générales cachent des inégalités insupportables. Le Canada va disposer de 10 doses par habitant, les Etats-Unis de 8, l'Union européenne de 4,7.

On comprend bien que, compte tenu des incertitudes sur la disponibilité et l'efficacité des vaccins et sur la nécessité d'une injection supplémentaire qui se profile pour 2022, il faut commander plus de trois doses par personne. Mais c'est au prix d'un déséquilibre gigantesque : en Afrique du Sud, il y a 0,7 dose par habitant, et 0,01 dose au Sénégal.

Les épidémiologistes nous ont expliqué depuis plusieurs mois maintenant que tant que le virus circule quelque part, il peut revenir et forcer à de nouvelles fermetures des économies. Distribuer les vaccins partout dans le monde représente un impératif éthique, sanitaire et économique. Comment faire ?

Sans l'épée de Damoclès des brevets, on pourrait avoir des sites de production opérationnels en octobre

La solution de Joe Biden consiste à lever, temporairement, la propriété intellectuelle sur les vaccins, afin que tous ceux qui peuvent en produire dans le monde le fassent, sans avoir rien à payer et sans craindre de longs et coûteux procès de la part des laboratoires qui les ont trouvés.

Les Européens ont été agacés par cette prise de position, à l'image du président français arguant que si le monde manque de vaccins, c'est d'abord la faute des « Anglo-Saxons », Américains et Britanniques mis dans le même sac, qui refusent d'exporter les vaccins et les ingrédients nécessaires pour les produire. « *Aujourd'hui, 100 % des vaccins produits aux Etats-Unis d'Amérique vont pour le marché américain* », tacle ainsi Emmanuel Macron. Ce n'est pas faux.

A quelles conditions ? On ne sait pas. Les Etats-Unis ont posé le sujet sur la table et il va désormais faire l'objet de négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Mais le principe posé est fort : les vaccins sont un bien commun mondial dont, tant que la pandémie n'est pas terminée, la quantité disponible et donc le prix ne peuvent être laissés à la discrétion de trois ou quatre laboratoires privés.

Au lendemain de l'annonce du gouvernement américain, Stéphane Bancel, le PDG de Moderna, a fait savoir que cela ne lui avait « *pas fait perdre une seule minute de sommeil* ». Pourquoi ? Parce qu'à ses yeux comme à ceux d'Albert Bourla, le patron de Pfizer, libérer les brevets ne permettrait pas de produire plus de doses de vaccins. Car le monde manque de capacités de production, de matières premières, de personnels qualifiés et de savoir-faire. Ce n'est pas le tout d'avoir la recette d'un grand chef, si vous n'avez pas de cuisine, que vous ne pouvez pas acheter les ingrédients et que vous n'avez pas le tour de main, ça va être difficile de réussir le plat !

L'impossible ? déjà fait !

Cette série d'arguments ne laisse pas d'étonner. Car ce qui est décrit comme impossible... est exactement ce que viennent de faire Moderna et Pfizer !

A l'été 2020, Moderna est encore une petite start-up sans capacité de production. Elle a alors recours à l'entreprise de santé suisse Lonza, qui transforme deux de ses usines en ligne de production d'ARN messenger grâce au transfert de technologie apporté par Moderna. Deux mois après – deux mois ! –, les premières doses sortent et à la fin décembre, 20 millions ont été produites. De son côté, Pfizer a transformé une ligne de production de Novartis en vaccins anti-Covid en seulement sept mois.

Les labos sont ainsi passés de zéro capacité à une production de plusieurs milliards de doses en peu de temps et annoncent désormais qu'ils vont en livrer de plus en plus dans les trimestres qui viennent. Mais, tout à coup, quand on leur dit que d'autres pourraient produire, ce ne serait pas possible !

Après un effort initial, ces labos auraient-ils décidé de limiter leurs capacités d'offre afin de maintenir des prix élevés ? Car les premières publications de leurs comptes analysées par Oxfam international montrent que Pfizer, Johnson & Johnson et AstraZeneca ont dépensé 26 milliards de dollars en versements de dividendes et rachats d'actions¹. Il y avait là de l'argent pour investir dans des unités de production.

Comme ils ne l'ont pas fait, d'autres pourraient le faire à leur place. N'y a-t-il pas d'autres usines dans le monde qui pourraient se transformer en producteurs de vaccins si les labos leur transmettent leur savoir-faire ? Même si toutes les unités de production actuelles se révélaient inadaptées, les experts de l'ONG américaine PrEP4ALL montrent que l'on peut – pardon pour les détails techniques – bâtir des unités de production hyper-stériles pour éviter les risques de contamination, de type ISO Classe 7, classées C par l'Union européenne, en moins de trois mois et, si l'on veut la protection maximale, des unités modulaires ISO Classe 5, classées A, en moins de six mois². Sans l'épée de Damoclès des brevets, cela signifie des sites de production opérationnels en octobre.

Manquerait-on alors de matières premières ? Les mêmes experts indiquent que non *a priori*. Ce que laissait d'ailleurs supposer Emmanuel Macron en soulignant que des ingrédients sont disponibles aux Etats-Unis. En cas de besoin, on trouve les matières premières nécessaires dans d'autres produits. La moindre des choses serait de disposer d'un état des lieux transparent du sujet.

Même si on peut produire, il faut savoir produire, répondent les labos, et c'est très difficile car très sophistiqué. La juriste américaine Amy Kapczynski rappelle qu'ils ont utilisé exactement le même argument, qui s'est révélé faux, lorsqu'ont été découverts les antirétroviraux permettant de lutter contre le sida...³ Le chercheur Christopher Garrison revient sur un exemple plus ancien qui va dans le même sens : pendant la Seconde Guerre mondiale, alors qu'un argument similaire était utilisé à propos de la production de pénicilline, le gouvernement américain a imposé le partage des savoir-faire⁴. En plus de leurs recettes, les labos doivent en effet partager leur tour de main.

Un frein à l'innovation ?

Reste alors un argument plus structurel. Libérer les vaccins de tout droit de propriété intellectuelle, c'est tuer l'incitation à l'innovation. Il faut tout de même un sacré culot aux labos pour avancer une telle raison !

Moderna a sorti un premier vaccin en six semaines. D'un claquement de doigts en partant de zéro ? Sûrement pas. La recherche publique américaine est doublement à la base des vaccins les plus performants.

L'ARN messenger est une innovation de l'université de Pennsylvanie, qui a laissé à une biotech du Wisconsin le soin de faire fructifier le brevet, BioNTech et Moderna ayant payé seulement 75 millions de dollars chacun pour avoir le droit de l'utiliser.

La deuxième innovation, celle liée à la fameuse protéine « spike » qui permet aux vaccins d'être efficaces, provient des travaux de l'université du Texas et du National Institutes of Health (NIH). Une recherche publique gratuite, dotée d'une licence d'utilisation il y a quelques semaines seulement, pour laquelle il semble que seule Pfizer ait payé et pas Moderna, qui ne serait pas en règle selon Amy Kapczynski.

L'innovation qui nous soigne est d'origine publique. Sur cette base, Moderna a vu ses avancées payées par l'argent public américain. Pfizer n'en a pas voulu ? Certes, mais les six milliards de précommandes des vaccins reçues du gouvernement américain, sans oublier celles des autres gouvernements, lui assuraient une activité sans risque. Mais pas sans profits : selon une étude des experts d'Imperial College, le coût de production d'un vaccin ARN messenger se situe entre 60 cents et 2 dollars. On a appris le 10 mai dernier que Pfizer s'est engagé à livrer des doses à l'Union européenne au prix de 19,50 euros... Les profits avant la santé. Et on ne partage pas.

- 1. « Pharmaceutical Giants shell out Billions to Shareholders as World confronts Vaccine Apartheid », 22 avril 2021.
- 2. « Hit Hard, Hit Fast, Hit Globally. A model for Global Vaccine Access », 19 mars 2021.
- 3. « How to vaccinate the World, part 1 & 2 », 30 avril et 4 mai 2021.
- 4. « Ensuring that Intellectual Property Rights aren't a Barrier to scaling-up : the Remarkable Example of Penicillin Production in the United States during World War II », Medicines Law & Policy, avril 2021.